

## **Solutions**

*Kawkab al-Sharq, 7 septembre 1933*

La représentation de cette remarquable histoire que le Premier ministre a mise en scène il y a dix jours pour divertir les gens n'est pas encore terminée. Elle pourrait se terminer aujourd'hui, ou demain, ou se prolonger encore quelques jours. Le peuple est donc en droit de remercier le Premier ministre pour cette comédie avec laquelle il a voulu le distraire des soucis qui l'assaillent.

Une allusion à la démission, puis une déclaration explicite ; une réflexion sur la démission, puis une résolution ferme ; puis un défi et un ultimatum ; puis un recul et une modération du ton ; puis une hésitation qui penche davantage vers le retrait que vers le passage à l'acte et la persévérance. Avant que l'aube de demain se lève et avant que la nuit tombe, le Premier ministre aura fait un pas ou plusieurs, tiré un rideau sur cette agitation et levé un rideau sur un nouvel acte de l'histoire.

Nous doutons pourtant fortement que toute l'affaire soit pure bouffonnerie, ou que toute l'histoire soit simple comédie. Il est fort probable que derrière cette bouffonnerie se cache quelque chose de sérieux, et que sous la comédie se trouvent des choses qui ne peuvent être décrites, au minimum, que comme d'une immense portée et d'une influence profonde sur ce qu'il reste au Premier ministre de vie politique — qui peut se révéler courte ou longue.

Peut-être la dépêche qu'a envoyée le correspondant du Daily Telegraph à son journal avant de quitter Alexandrie — celle qui a perturbé le Premier ministre, rompu son silence, le poussant à solliciter la grâce et l'équité du Daily Telegraph, celle qui a mis les ministres sur pied et les a renversés, qui a rempli les cœurs des partisans d'effroi et de terreur, et qui a conduit à l'organisation de réceptions et à la prononciation de discours — peut-être cette dépêche se révélera-t-elle être le présage le plus éloquent qui ait alerté le Premier ministre que l'atmosphère autour de lui n'était plus ni sereine ni claire. Car le correspondant du Daily Telegraph a affirmé dans cette dépêche — citant une source fiable — que le cabinet actuel n'a pas sa place aux commandes du gouvernement, et que c'est la seule sottise qui ait éloigné

de ce cabinet des hommes qui possèdent — selon les termes du correspondant du Daily Telegraph ou de sa source fiable — une compétence rare et une distinction exceptionnelle.

Il était juste que le Premier ministre connût la véritable identité de cette source fiable qui a soufflé cette révélation au correspondant du Daily Telegraph ; et il semble que le Premier ministre ait identifié cette source et en ait été irrité. Si l'on ajoute à cela le fait inévitable que cette source ne conspirait pas seulement contre le Premier ministre en paroles, mais s'y opposait et lui résistait également en actes — s'employant à bloquer des choses que le Premier ministre souhaitait faire avancer et à faire avancer des choses que le Premier ministre souhaitait bloquer — on comprend que cette histoire comique dont l'Égypte est témoin, et le monde avec elle, n'est pas entièrement jeu ; c'est plutôt une histoire dont le visage extérieur est jeu et comédie, et dont la réalité intérieure est un sérieux grave et effrayant.

Les journaux — avec al-Ahrām en tête — ont prétendu que le Premier ministre avait formulé des revendications et en avait fait l'acceptation une condition de son maintien au pouvoir. Les gens ont commencé à s'interroger sur ces revendications, à les rechercher et à tenter de savoir à qui elles avaient été adressées et devant qui elles avaient été présentées. Et à qui était adressé le défi que le Premier ministre avait manifesté ? Personne n'a répondu clairement à ces questions des gens ; mais l'obscurité a commencé à se dissiper un peu, et les gens et les journaux ont évoqué çà et là l'impatience du Premier ministre à l'égard de certains de ses collègues, et son souhait d'obtenir deux choses : premièrement, que la conduite du gouvernement lui soit laissée en exclusivité sans que personne n'y prenne part ; deuxièmement, qu'il modifie la composition du cabinet pour en retirer certaines personnes. Les gens et les journaux ont insisté sur ce sujet, puis le Premier ministre a commencé, depuis hier, à manifester sa disposition à renoncer à sa démission et à prendre en charge les responsabilités du gouvernement — alors qu'il avait auparavant été résolu à les rejeter de ses épaules. Le Premier ministre a-t-il donc obtenu satisfaction dans ses revendications, si bien que certaines mains ont été retenues d'agir dans le gouvernement que le Premier ministre veut garder exclusivement pour lui, sans que

personne ne l'y importune ? Ou bien a-t-il été permis au Premier ministre de modifier la composition de son cabinet pour en retirer les collègues qui l'exaspèrent ?

Ces journaux parlent aujourd'hui d'une réception de thé organisée hier pour le Premier ministre, à laquelle ont assisté ceux qui y ont assisté et dont se sont absentes ceux qui se sont absentes. Dans les comptes rendus et les observations des journaux, il y a des allusions qui n'ont besoin ni d'explication ni d'interprétation. Ces nouvelles nous parviennent en flux continu — et certaines ont été publiées dans les journaux — selon lesquelles le Premier ministre pourrait introduire dans son cabinet des personnes qui n'en font pas partie, et en retirer des personnes qui y travaillent actuellement. Il a donc été accordé au Premier ministre d'obtenir tout ou partie de ce qu'il voulait ; mais tout cela n'est que propos dont la vérité n'apparaîtra que ce soir ou demain matin. Nous avons suivi cette histoire pendant dix jours ; rien ne nous empêche de la suivre encore un jour ou une partie d'un jour.

Cependant, la réflexion sur tout cela aboutit à deux conclusions :

La première : que la voie de la politique intérieure n'est plus ni aisée ni dégagée devant le Premier ministre à partir d'aujourd'hui. Şidqī Pacha a commencé à goûter ce qu'ont goûté avant lui d'autres ministres de cette amertume cuisante qui empoisonne le pouvoir lorsqu'il approche de sa fin et touche à son terme. Si Şidqī Pacha se conseillait lui-même, il démissionnerait — non par préférence pour sa santé, car il peut apparaître que le pouvoir lui est plus précieux que la santé — mais pour une autre raison qu'il connaît parfaitement : que le pouvoir n'aura plus de saveur pour lui à partir d'aujourd'hui, et que la route du pouvoir ne sera plus exempte, à partir d'aujourd'hui, de difficultés, de passages escarpés et d'épines blessantes.

La seconde : que tout ce brouhaha et cette agitation, toutes ces manœuvres et contre-manœuvres, toutes ces avances et retraites, ne tournent qu'autour de personnes bien précises dont on veut soit donner libre cours aux mains dans le gouvernement, soit retenir les mains du gouvernement dans une plus ou moins grande mesure — et non autour du grand intérêt national. Il est indifférent à l'Égypte que le Premier

ministre continue de se rendre à son bureau ou reste chez lui ; il est indifférent à l'Égypte que la main du Premier ministre dans le gouvernement soit libérée sans limite ou retenue quelque peu ; il est indifférent à l'Égypte que le pouvoir appartienne en exclusivité au Premier ministre ou que tel ou tel haut fonctionnaire le partage avec lui ; et il est indifférent à l'Égypte que les collègues du Premier ministre soient wafdistes, unionistes ou indépendants. Tout cela est indifférent à l'Égypte, parce que l'Égypte étouffe sous la politique que le Premier ministre a tracée et s'est mis à appliquer — une politique qui a apporté à l'Égypte tout le mal qu'elle lui a apporté et infligé à l'Égypte tout le tort qu'elle lui a infligé.

L'Égypte n'est satisfaite par aucune de ces solutions, ni par ce jeu de mots que les langues s'autorisent. La seule chose que l'Égypte veut et sans laquelle elle ne se contentera pas est la suivante : qu'elle soit l'objet de la réflexion, qu'elle soit le sujet de tout calcul, que le changement de gouvernements soit un moyen de la satisfaire et de réaliser ses intérêts — et non un moyen de l'humilier et de l'exploiter, ni de rivaliser pour le prestige et le pouvoir — au profit de qui, au juste ?

Il apparaît que les hommes politiques qui gèrent entre eux les affaires du gouvernement en Égypte ne veulent pas suivre le rythme des espoirs et des aspirations de la nation — jusqu'à se trouver incapables de le faire ; et il apparaît même que ces hommes politiques qui gèrent entre eux les affaires du gouvernement en Égypte n'ont pas été dotés du discernement et du bon jugement dont ont été dotés les Anglais qui regardent les affaires politiques en Égypte de loin ou de près. Ceux-ci changent leur Haut-Commissaire parce qu'ils évaluent et comprennent les circonstances, connaissent la valeur des faits établis et veulent les aborder avec la prudence et la perspicacité nécessaires ; tandis que ceux-là poursuivent leur chemin sans penser qu'à eux-mêmes et ne s'arrêtant qu'à ce qu'ils veulent avoir en termes de pouvoir et de prestige.

Quoi qu'il en soit, la crise ministérielle actuelle n'est qu'un petit clapot dans ces vagues que soulève la brise à la surface d'un lac, et qui ne tarde pas à disparaître sans rien changer. La véritable crise qui mérite réflexion et qu'il convient de s'employer sérieusement à résoudre est

d'une portée bien plus vaste, d'une profondeur bien plus grande, d'une complexité bien plus grande, et trop difficile à résoudre par la question de savoir si le Premier ministre peut ou non être réconcilié avec d'autres hauts fonctionnaires. Que le Premier ministre reste ou démissionne — son maintien ne change rien, et sa démission ne change rien, et les jours montreront au Premier ministre que l'affaire est bien plus inextricable qu'il ne le croit.